Covid-19 : crise singulière, effets imprévisibles



Tout en interrogeant la singularité de la crise liée au coronavirus, Daniel Cirera met en avant ce qu'elle a révélé, accéléré ou encore exacerbé. Dans un contexte de tensions sociales qui s'étend sur tous les continents, ses conséquences ont élargi le champ des conditions concrètes nécessaires au changement et ont fait de la lutte contre les inégalités un vecteur puissant de la contestation populaire dont personne ne peut prédire les formes qu'elle peut prendre.

«L'après-crise» du coronavirus est d'autant plus insaisissable que la crise elle-même nous a pris par surprise et ne cesse de parasiter les grilles de lecture trop établies. On attendait la réplique annoncée, en pire, d'un nouveau krach boursier. Le scénario hollywoodien du «Bûcher des vanités» a laissé place à une dystopie de science-fiction d'une pandémie planétaire. Rues désertes, écoles fermées, usines paralysées, aéroports silencieux, porte-conteneurs en rade. Hôpitaux saturés. Queues aux portes des banques alimentaires.

La notion même de crise est percutée. De tous les points de vue, la crise du coronavirus est un événement extraordinaire. Une crise singulière, sans précédent par sa nature – une crise sanitaire –, la violence de sa

diffusion, sa dimension planétaire et ses effets en crises démultipliées. Imprévisible dans ses conséquences lourdes, elle a déjà l'effet d'un révélateur et d'un accélérateur.

Une crise singulière

Ce n'est ni une crise financière due à l'explosion d'une bulle financière, ni une crise de la demande ou de la surproduction, ni une crise résultant d'une guerre. 2008 déjà n'était pas une crise cyclique, mais assurément une crise systémique. Ce ne fut cependant pas la crise finale du capitalisme même si elle avait éclaté au cœur du système. Par contre, elle mettait au premier plan de la confrontation d'idées et de politiques la critique de la domination de la finance sur l'ensemble de la vie économique et sur l'existence des êtres humains. Elle légitimait à une échelle supérieure la critique de la domination sociale et politique d'une minorité de plus en plus concentrée (le 1%). Elle articulait la dénonciation du pouvoir aveugle des «marchés», son «absurdité», avec l'indignation face au creusement des inégalités et au dévoiement démocratique. Elle portait un nouveau coup aux dogmes néolibéraux. Paradoxalement, en Europe, elle se traduisait majoritairement par une accélération des politiques néolibérales, sans doute faute de réponses et de stratégies politiques mûres. Ainsi, mettre en perspective la crise du coronavirus avec celle systémique qui nous est la plus proche éclaire sur sa singularité. Que la cause originelle ne soit pas un effondrement économique, mais une épidémie déclenchée «sur un marché au cœur de la Chine» soulève des interrogations et des réflexions critiques radicales sur le «comment en est-on arrivé là ?», et sur les choix qui ont conduit à une telle crise sanitaire, y compris dans les pays les plus puissants. Les risques, pour sa santé comme pour sa vie et celles des proches, ont pris la force d'un scandale face aux carences des États, et aux choix politiques qui y avaient conduit. Ce que nous vivons en France.

La santé ou l'économie

Aux États-Unis, le port du masque ou son refus sont devenus des marqueurs politiques différenciant Démocrates et Républicains – du moins dans une première phase. C'est le cas extrême. Que la question du masque ait pris une telle proportion donne, dans sa dimension symbolique, la mesure des tensions du moment dans lequel nous sommes immergés. Par contre, comme garantie de protection réciproque par la responsabilité individuelle, son port assumé impliquait un invisible «pour-soi solidaire», révélateur aussi du moment. À une autre échelle, la confrontation sur la pertinence du confinement au regard de ses conséquences sociales et économiques, réellement catastrophiques, a tracé un clivage qui renvoie à ce que l'on considère comme fondamental pour une société.

À la prise en compte du risque au plus près d'une conception de la santé comme un droit et une priorité humaine, on opposait un déni cynique par la faible létalité par rapport à d'autres maladies, ou par le fait qu'elle touchait en priorité les personnes âgées. On a en tête les effarantes sorties d'un Trump banalisant les morts, d'un Bolsonaro parlant de «gripette», et les rodomontades de Boris Johnson. En France, des voix se sont inscrites dans cette approche, pour une relance précipitée de l'économie[1]. Sur le plan éthique, la volonté de sauver des vies «quoi qu'il en coûte» a donné la mesure de ce que nos sociétés ne sont plus prêtes à accepter[2].

Un contexte en mutation

Un autre élément d'originalité de cette crise tient aux contextes. Le contexte international est marqué par l'aiguisement critique des tensions entre les États-Unis et leur sphère d'influence, d'une part et la Chine d'autre part. Il est aussi marqué par la cristallisation de débats critiques sur la mondialisation, sous domination capitaliste.

Cette montée de tension illustre une confrontation et une contradiction que la crise met en évidence: la mise en crise du multilatéralisme au moment où la globalité de la pandémie appelle un déploiement exceptionnel des coopérations. Le cas de l'OMS ou de la recherche sur le vaccin en sont les exemples les plus éclairants. De même, la polémique autour de la «privatisation» du vaccin élargit le débat sur le droit universel à la santé, à une protection sociale et au médicament comme «bien commun».

Cette place de la sécurité sanitaire et sociale soulève des questions essentielles sur les conditions de la sécurité dans le monde d'aujourd'hui ; sur les limites de la «puissance» et, en premier lieu, de la puissance militaire pour faire face à de tels défis, comme à ceux de l'environnement. Ce débat sur la «sécurité humaine», avancé par l'ONU, opposée à une conception prioritairement militaire, trouve ici une nouvelle légitimité[3].

Inégalités et mobilisations sociales

Une des manifestations les plus violentes de l'effet démultiplicateur de la crise s'est révélée dans la façon dont les populations, les familles, les individus ont eu à affronter la pandémie, en fonction de leur situation sociale : logement, type d'emploi, explosion de la pauvreté, etc. On connait les écarts du nombre de victimes entre régions, entre revenus, dans les zones défavorisées, en France et globalement.

La demande de reconnaissance sociale des emplois et activités sans lesquels la vie n'est pas possible est montée en puissance. En effet, des questions essentielles ont été posées sur les conditions de travail et les salaires de celles et ceux que l'on a appelés les «invisibles»: soignant-e-s en premier lieu, mais aussi caissières, éboueurs, livreurs, etc. Les femmes se sont trouvées en première ligne étant majoritaires dans les professions les plus exposées et mal rémunérées tout en étant confrontées aux difficultés des conditions de vie (logement, scolarité, etc.), à l'accroissement de la charge mentale ; et, pour beaucoup d'entre elles, à l'explosion des violences conjugales.

La décennie passée avait mis en évidence le caractère massif des inégalités, avec une tendance à leur creusement. Avec la crise sociale qui s'annonce violente dans notre pays, et à l'échelle de tous les continents, les luttes contre les inégalités seront des vecteurs puissants de la contestation populaire. On en prend déjà une mesure avec l'explosion de la protestation contre le meurtre de George Floyd aux États-Unis, révélatrice de la coagulation des résistances au racisme avec la violence des conséquences de la crise sur les populations African-Américaines[4].

Le contexte, c'est aussi les développements du mouvement planétaire sur le devenir commun à travers la question climatique et environnementale. Le débat de «l'après» prolonge celui sur les questions globales essentielles, accumulant les inquiétudes, les angoisses, et la conviction massivement partagée que l'on est à la fin de quelque chose et qu'un monde nouveau est en gestation.

Le capitalisme: se réinventer ou le dépasser

Questions essentielles. Critiques politiques néolibérales. Fragilisation des dogmes. Au lendemain de 2008, à chaud, les discours alarmés traduisaient la puissance des questions soulevées par l'effondrement financier. À Davos, s'exprimaient des inquiétudes et la nécessité de changer des paradigmes. On retrouve aujourd'hui dans les classes dirigeantes les mêmes recherches d'adaptation, jusqu'à parler de l'impératif de «réinventer le capitalisme» pour le relégitimer[5].

La critique de la mondialisation n'est plus du seul apanage des altermondialistes. Les dogmes néolibéraux ont été mis à mal, dès les années 2010. S'il est une relation entre les deux crises à 10 ans de distance, c'est notamment sur le rôle irremplaçable attribué à l'intervention de la puissance publique, de l'État. D'autant que celle-ci prend la forme de l'injection de milliards, à l'époque pour sauver les banques, aujourd'hui pour préserver les capacités productives et la relance de l'économie sous le contrôle des classes dirigeantes.

Cela dans un contexte de tensions sociales qui n'épargnent aucun continent. Les milieux dirigeants ne cachent

pas leur préoccupation face aux risques d'instabilité et au caractère non maitrisable de la situation<[6]. En France, les réactions du pouvoir à la crise ont encore approfondi le fossé de la défiance. La collision entre la lutte de plusieurs mois pour la défense de l'hôpital public avec le choc pandémique donne force à la contestation des politiques néolibérales, jusqu'à toucher le cœur de leur logique capitaliste. Le développement des mouvements sociaux nourris de l'expérience de la crise sera décisif, sans que l'on puisse dire leur forme et leur impact politique. La seule certitude, c'est que l'affrontement est engagé[7].

Être disponible à l'imprévisible

Si l'on combine la crise sanitaire appelée à durer, ses conséquences sur la vie et l'organisation économiques, les questions posées sur le mode de production et de développement, sur le devenir du travail, le rôle de la puissance publique, l'universalité des problèmes, l'interdépendance et l'investissement démocratique, le champ des conditions concrètes du changement s'est élargi. Le choix des solutions à l'urgence ancré sur les exigences sociales et démocratiques indique un cap pour agir, en étant disponible à l'imprévisible.

Notes de bas de page :

[1] On a aussi vu ressurgir, dans des conditions exceptionnelles, le débat sur le rapport entre santé et travail qui a balisé les luttes du mouvement ouvrier jusqu'à aujourd'hui.

[2] «Si effectivement, il paraît désormais évident que tous les gouvernements (y compris Trump ou Johnson) sont soumis à l'impératif catégorique de sauver les vies humaines, toutes les vies, «quoi qu'il en coûte», alors il faudra en tirer les conséquences, toutes les conséquences, que ce soit à propos de l'urgence climatique ou des drames humanitaires liés aux déplacements de réfugiés». Patrick Boucheron, qui rappelle le million de mort, dont 30 000 en France avec la grippe de Hong Kong en 1968, et la grippe espagnole de 1918 avec ses 50 À 100 millions de morts («En quoi aujourd'hui diffère d'hier », entretien avec Patrick Boucheron, *Mediapart*, 12 avril 2020.

[3] Voir Bertrand Badie, «Mondialisation humaniste », *L'Humanité*, 28 mai 2020.

[4] Voir Bill Fletcher, https://gabrielperi.fr/initiatives/le-moment-la-convergence-lexplosion-sociale-declenchee-par-le-meurtre-de-george-floyd/

[5] Voir, «Le temps de la Grande remise à zéro », tribune de Klaus Schwab, Président fondateur du Forum économique mondial, organisateur du Forum de Davos, *weform.org*, 3 juin 2020.

[6] Andrea Shalal (version française Myriam Rivet), « Le FMI craint des mouvements sociaux dans certains pays », *Reuters*, 15 avril 2020.

[7] À titre indicatif, dans une multitude d'articles et tribunes, voir notamment Arnaud Leparmentier, « Le monde d'après selon Wall Street » (*Le Monde*, 2 mai 2020) qui donne le ton.

Pour citer cet article :

Daniel Cirera, «Covid-19: Crise singulière, effets imprévisibles», *Silomag*, n°11, juillet 2020. URL: https://silogora.org/covid-19-crise-singuliere-effets-imprevisibles/